

Paul Ricœur, alors professeur de philosophie à Nanterre, a écrit la préface d'un ouvrage de Jacques Drèze et Jean Debelle intitulé «Conceptions de l'Université», Paris: Editions universitaires (dossier « citoyens »), 1968. Nous en reproduisons ici quelques extraits, reproduits dans *Le Monde* du 17 JANVIER 1969.

(...) Si l'on considère le fonctionnement de l'Université dans tous les pays, il apparaît que l'idée de l'Université libérale, d'une part, la fonction de l'Université comme quasi-service public, d'autre part, constituent les deux pôles entre lesquels toutes les Universités du monde entier sont aujourd'hui intérieurement déchirées, même si leur forme juridique les rend plus proches de l'un ou l'autre pôle.

(...) La même institution doit aujourd'hui satisfaire à deux exigences contraires : assurer la recherche libre, fournir la nation en cadres moyens et supérieurs. Cette contradiction explique que l'Université, ayant éclaté hors des limites où elle a été pensée, est aujourd'hui sans idée, elle est seulement le nom collectif donné à toutes les institutions et à tous les établissements où est donné un enseignement postsecondaire.

Cette contradiction a été tolérable aussi longtemps que les usagers de l'institution n'ont pas senti d'incompatibilité entre le projet de former une personnalité libre et celui de fournir la société, telle qu'elle existe, en cadres dirigeants. Le conflit a pu rester masqué aussi longtemps que la seconde fonction de l'Université a été perçue plutôt comme un facteur de mobilité et de promotion sociale. Cette fonction est très ancienne et remonte à l'Université médiévale, lorsqu'un homme de basse extraction pouvait accéder au sommet de la hiérarchie ecclésiastique par le moyen de la culture cléricale. Cela redevint vrai au XIX^e siècle ; la collation des grades et tout le système des examens et des concours a pu apparaître comme une manière de concurrencer et de restreindre le pouvoir du capital et de l'argent ; cela était vrai et est encore vrai dans une large mesure: le recrutement par l'examen met en échec, jusqu'à un certain point, le recrutement par la fortune et par les relations sociales entre égaux de la même classe. Or c'est cette fonction qui est aujourd'hui contestée par beaucoup d'étudiants et par une partie du corps enseignant. La création d'élites, la dévolution par l'Université d'un *statut* social enviable à ses diplômés apparaît à beaucoup comme un facteur de conservation sociale ; l'Université – qui a elle-même élevé son propre statut social en devenant gigantesque – apparaît comme un rouage dans le système, comme une partie intégrante de l'*Establishment*.

Par le fait même qu'elle est devenue un pouvoir et qu'elle a la charge de centaines de milliers, voire de millions d'individus, dont elle assure la carrière et le rang, elle fait figure d'agence de recrutement et de placement et doit se régler sur la demande sociale, c'est-à-dire finalement sur l'état de l'emploi et surtout sur la configuration des rôles sociaux tels que le reste de la société les définit. De proche en proche, l'Université est identifiée avec la société, voire avec le gouvernement. Cela est clair pour de nombreuses branches de l'Université aux Etats-Unis et ailleurs, dont les programmes et les activités sont inextricablement mêlés à ceux de la grande industrie, de l'armée et du pouvoir politique. Bref, l'Université, bon gré mal gré, paraît attirée dans l'espace de gravitation du pouvoir ; elle fait partie de la structure «de pouvoir», comme disent certains analystes anglo-saxons.

Deux autres facteurs ont aggravé la crise : d'abord une certaine dissociation dans l'image même de la culture ; la conception d'une éducation «libérale», mise en position défensive, tend à se replier sur l'interprétation du passé, voire sur la conservation des «valeurs» du passé, tandis que la création culturelle se poursuit ailleurs, dans d'autres cellules sociales, de statut non universitaire ; les étudiants ressentent vivement ce dédoublement entre une culture universitaire, qui a pourtant l'ambition de faire avancer l'intelligence et de promouvoir la connaissance scientifique, mais où la notion

même de culture tend à devenir académique, rhétorique, honorifique, et une culture sauvage qui se fait à travers l'art populaire, le disque, le cinéma et surtout par l'apprentissage en commun de modes de vie à l'intérieur du «milieu» étudiant lui-même, constitué en groupe social marginal et dissident. Ce vacillement de l'image même de la culture, son dédoublement entre une conception « libérale » et une conception « radicale », constituent un redoutable péril pour l'institution universitaire qui se trouve atteinte dans la représentation qu'elle se fait d'elle-même. Qu'en est-il du projet d'éducation libérale, si la fonction critique émigre à l'extérieur? Car l'idée même de recherche de la vérité sans entrave et sans contrainte était et reste un projet critique ; mais ce projet critique est obscurci, du moment que la fonction de promotion sociale menace d'asservir l'institution universitaire à la structure sociale existante et de la rendre complice de la résistance au changement des puissances en place; le projet critique initial est doublement obscurci, si en outre la concurrence de foyers culturels extra-universitaires dépouille l'Université de sa fonction critique et créatrice d'avant-garde.

La «masse critique» des étudiants

Dans le même temps – et c'est le second facteur d'accélération de la crise – l'ensemble de la jeunesse universitaire mondiale a pris une conscience de son existence comme un groupe distinct que j'appelais plus haut marginal et dissident. C'est la première fois dans l'histoire qu'une classe d'âge – ou du moins une tranche importante de classe d'âge – se constitue en *masse critique*, au double sens physique et politique du mot, et se donne d'emblée une conscience internationale, par-dessus les différences des régimes politiques et même, jusqu'à un certain point, en dépit des différences de systèmes économico-sociaux. Cette classe d'âge n'est pas une classe sociale, en ce sens qu'elle n'est pas un facteur direct de production ; c'est plutôt une non-classe, voire une anticlasse, qui tire avantage à la fois de son origine dans la classe moyenne et de sa distance à l'égard du jeu social, donc de son indépendance économique et de son indépendance intellectuelle, pour saisir les contradictions de la société globale, perçues comme de loin, et pour vivre collectivement une sorte d'aliénation doctrinaire à l'égard de l'ensemble des pouvoirs établis. Par là même une difficile question est posée à l'Université ; d'abord parce que cette espèce de maturité culturelle n'est pas accompagnée d'une égale maturité intellectuelle ; ni d'un goût très vif pour exercer des responsabilités régulières et routinières dans aucun cadre institutionnel connu; ensuite parce que la demande passe par-dessus la tête de l'Université et veut frapper la tête, le cœur ou le ventre -- ou comme on voudra dire – de la «structure de pouvoir» ; la demande se présente du même coup comme une sorte de dette impayée infinie ; elle relève d'une conception magique de l'acte politique : tout doit changer tout de suite ; le mépris pour la lenteur des procédures de changement social, l'ignorance de la logique de l'action et des contraintes de la réussite font que l'institution universitaire se trouve confrontée par une demande de *reconnaissance*, sans qu'il soit sûr que cette demande puisse se monnayer en activité de *participation*. Car les mouvements étudiants sont eux-mêmes pris dans le dilemme : ou bien ils doivent faire la preuve de leur maturité culturelle et sacrifier quelque chose de leur appétit pour une activité politique gratuite et sans prise ; mais alors en participant ils entrent eux-mêmes dans la « structure de pouvoir »; ou bien ils refusent toute cogestion, tout partage de responsabilité dans le cadre institutionnel et légal; mais alors ils choisissent de rester marginaux et dissidents, au risque d'abord de devenir insignifiants, routiniers et rhétoriques dans la contestation, ensuite de renforcer à travers le monde les tendances répressives de la société, enfin de susciter un lent mais sûr glissement de tous les régimes politiques vers des formes autoritaires, voire vers un néo-fascisme dévoué à ce que les jeunes intellectuels haïssent le plus dans la société dite de consommation.

Un chemin étroit

L'Université se trouve ainsi prise entre la pression d'une société qui exige

d'elle une meilleure adaptation, non seulement à la demande d'emploi, mais au jeu social lui-même et à l'image de la réussite que la société tend à imposer, — et la pression d'une jeunesse qui lui reproche son *asservissement* à l'ordre établi et oppose à son concept d'éducation «libérale» un concept de contestation «radicale».

C'est à cet ensemble de contradictions accumulées qu'il faut aujourd'hui faire face.

Pour riposter de façon constructive à la crise, je vois trois urgences : d'abord reformuler pour notre temps l'idée «libérale» de l'Université, — ensuite jouer coûte que coûte la carte de la participation, — enfin instituer ce que j'appellerai une zone proprement dite et le monde de la culture extra-universitaire.

1) (...) En dehors de la recherche en commun de la vérité et des droits qui s'y attachent, je ne vois aucun sûr fondement pour l'Université ; seule une conviction libérale solide peut faire front de deux côtés, résister à l'asservissement utilitaire et à la contestation sous ses formes purement destructrices. Si l'Université ne reste pas le lieu critique par excellence, si elle ne demeure pas le foyer de l'innovation scientifique et culturelle, elle sera comme un bâtiment en perdition, poussée dans un sens par une société qui lui demandera toujours plus de rendement, tirée dans un autre par une jeunesse qui exigera d'elle qu'elle sacrifie l'esprit de la discussion sans frontière à des choix doctrinaires et partisans. Entre jouer les utilités et devenir sectaire, je ne vois que le chemin étroit de l'esprit libéral, défini par les postulats ci-dessus énoncés.

Cela dit, l'idée libérale de l'Université doit être reformulée si l'on veut tenir compte du changement d'échelle qui a fait de l'Université une institution de masse. Il ne suffit pas de se proposer de mettre en commun la science qui se fait ; cette notion de la recherche convient seulement à ceux qui entreront à leur tour dans la recherche à titre professionnel ; c'est aussi la responsabilité de l'Université de préparer les hommes à prendre part de façon consciente à l'aventure technique, culturelle, scientifique, spirituelle dans laquelle est entraînée l'humanité. Cette tâche se situe à mi-chemin de la simple information professionnelle et de la recherche proprement dite. Elle a le caractère désintéressé de la seconde et le caractère de masse de la première ; sans faire de tous les étudiants des chercheurs, l'Université a pour mission de diffuser, à l'ensemble de ceux qui peuvent l'assimiler, une culture générale qui aide ses bénéficiaires à suivre, de plus ou moins près, le mouvement de la recherche moderne, scientifique, littéraire, artistique. Cette mission va, jusqu'à un certain point, en sens contraire du souci, proprement professionnel, d'adaptation aux besoins du pays en cadres dirigeants. A l'encontre de la spécialisation des savoirs et des techniques, qui tend à un émiettement comparable à celui du travail manuel, l'Université doit viser à une initiation s'adressant aux aspects les plus généraux du savoir moderne. C'est pourquoi l'enseignement doit tendre au décroisement et à la déprofessionnalisation, offrir aux étudiants des choix multiples et des combinaisons variables, multiplier les recherches interdisciplinaires, encourager les institutions interdépartementales, de manière que les savoirs spécialisés puissent toujours être mis en perspective par rapport au mouvement global de la culture : un médecin peut-il ignorer la psychologie et les sciences sociales en un temps où la moitié de ses patients sont malades de leur civilisation ? Un architecte peut-il ignorer la biologie humaine, la sociologie urbaine, et un ingénieur l'économie politique ?

Le partage de la parole

2) Jouer à fond la carte de la participation : c'est la conséquence logique et pratique de l'idée libérale elle-même ; pas de recherche libre de la vérité qui ne soit une recherche en commun. Il s'agit maintenant d'en tirer toutes les conséquences pour le gouvernement de l'Université, l'orientation, le déroulement et la sanction des études. Si nous entrons hardiment dans la voie du partage de l'autorité, du partage de la parole entre enseignants et enseignés, alors nous ferons face à la dangereuse scission entre l'esprit « libéral » et l'esprit « radical » ; les libéraux sortiront de la défensive et, les radicaux de

la dissidence. Contre le scepticisme et le défaitisme des enseignants, je dis : la voie de la survie et du renouvellement est seulement de ce côté, en même temps que la fidélité à la tradition libérale ; contre le scepticisme et la suspicion des étudiants, je dis : cela est possible, parce que, en dépit de toutes vos critiques à l'adresse de l'Université et de ses compromissions avec «le système », elle est la seule institution où peuvent effectivement s'exprimer les esprits les plus critiques de notre temps. Je vais même plus loin : si nous réussissons dans l'Université à renverser le vieil esprit hiérarchique de haut en bas et à créer des pouvoirs de bas en haut, nous lancerons dans la société autoritaire un brûlot qui, tôt ou tard, enflammera l'ensemble des formes de pouvoir. Etre réformiste jusqu'au bout pour l'Université, c'est être, à moyen ou à long terme, révolutionnaire pour la société tout entière.

Université et culture

3) Quand je dis : instituer une zone de perméabilité entre le monde universitaire et le monde non universitaire de la culture, j'ai en vue essentiellement le dédoublement et la scission de l'image moderne de la culture aux yeux de la jeune génération. C'est pourquoi il me paraît urgent d'adjoindre à l'Université, dans la périphérie de l'enseignement proprement dit et à côté de la partie co-gérée, une partie auto-gérée où pourraient être confrontées la culture universitaire et la culture non universitaire.

Je vois deux champs d'application principaux à ce projet ; il est important aujourd'hui d'aider les individus à dominer et à maîtriser les moyens de communication de masse, qui véhiculent de nos jours la culture commune d'un peuple ; les savoirs que l'Université diffuse ne se produisent pas dans un vide culturel ; l'espace culturel est déjà rempli, si l'on peut dire, par autre chose ; cette autre chose va de la publicité et de la chanson, en passant par le disque et le film, jusqu'à la propagande. Cet espace culturel déjà saturé est aujourd'hui ce à quoi fait face le savoir dont l'Université est dépositaire. Il est le champ offert à sa critique. Cette tâche est aujourd'hui inéluctable, car cette autre culture est ce que l'homme consomme dans le temps de loisir libéré par le travail industriel moderne ; c'est donc une seule et même tâche de critiquer la culture de masse et de préparer l'homme au loisir.

Cette tâche annexe complète la fonction centrale de l'Université : il ne s'agit pas seulement de dominer les savoirs qui sont à l'arrière-plan de la production moderne, mais encore les moyens de culture qui conditionnent les loisirs. Cette tâche, certes, revêt un sens différent dans le secondaire et dans le supérieur ; dans le secondaire il s'agit d'apprendre à user intelligemment des mass-media (que les enseignants ont tendance à traiter par l'ignorance ou le mépris) ; dans le supérieur, il s'agit de leur appliquer une critique explicite, au niveau des présupposés économiques, sociaux, culturels. Je reprends ici certaines revendications concernant une Université critique. Certes l'épithète devrait être superflue : l'Université est critique en tant déjà qu'exercice libre de la connaissance théorique ; mais il ne suffit plus aujourd'hui que les hommes de recherche soient des consciences critiques du seul fait qu'ils sont des chercheurs ; pour la grande masse de ceux qui ne suivent que de loin le travail créateur de la pensée, il est nécessaire de rendre explicite la fonction critique du savoir en marche à l'égard du champ culturel total.

Ce travail peut être une des fonctions d'une institution parallèle, plus souplesment organisée que l'enseignement proprement dit et offerte à des expériences variées d'auto gestion, auxquelles les enseignants pourraient ou non s'associer, sans prérogatives particulières.

Je rattacherai volontiers à cette institution parallèle la responsabilité de la discussion politique à l'Université. On a majoré à l'excès ce problème, qui n'est irritant que parce qu'on fait un sort distinct à la politique, alors qu'on devrait y voir un cas particulier de la critique théorique et pratique de la vie quotidienne. En outre, le problème cesse d'être insoluble si on le traite

comme une des tâches de l'institution parallèle et comme un des domaines d'application pour un projet plus vaste qui consisterait à prendre à bras le corps le grand problème de la double culture, universitaire et non universitaire, de l'intellectuel moderne.

Si l'Université satisfait à ces trois urgences, l'idée libérale qui la fonde et la justifie ne sera pas une de ces valeurs du passé que la rhétorique officielle honore, elle sera aussi une idée pour demain.